



Ce jeudi 23 juin, les Britanniques votent pour le maintien ou non de leur pays au sein de l'Union européenne. Quelle que soit l'issue de ce référendum, il aura mis en évidence les limites d'une Union qui s'est progressivement construite contre les peuples, et dont les échecs répétés, en tout domaine, ainsi que les dérives totalitaires constatées, la condamnent à terme à s'effondrer. À l'heure où se dessine clairement en Europe « un printemps des peuples », pour reprendre l'expression de Marine Le Pen, une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne pourrait être le point de départ historique d'une recomposition de l'Europe, non plus autour de technocrates non-élus à Bruxelles mais autour des Nations, restaurées dans leurs souverainetés et respectées dans leurs Etats.

- **Une campagne exemplaire :**

Quoi qu'en disent les médias français, dénonçant la « violence » supposée de la campagne référendaire qui aurait « fracturé le pays », la campagne sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne a été une campagne passionnante, axée sur des sujets de fond et posant au centre du débat public des questions politiques absolument fondamentales, propres à l'appartenance à l'Union européenne.

Il a donc été question de souveraineté, c'est à dire de liberté politique, de sécurité, d'identité ou encore d'économie.

En outre, les « faiseurs d'opinion » qui ont animé la campagne (partis politiques, médias) se sont partagés de manière plutôt équilibrée entre partisans du « *In* » et du « *Out* », à tout le moins dans des proportions inimaginables en France.

Cet équilibre relatif entre les deux « camps » a été le moteur d'une campagne riche en débats de fond et bien moins caricaturale que ce qu'en ont rapporté les médias français, évidemment tous acquis à la cause du « *remain* », c'est à dire du maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne.

Cette exemplarité démocratique, dans le cadre d'une campagne malheureusement endeuillée par le terrible assassinat d'une députée britannique, montre le chemin qu'il reste à parcourir pour retrouver, en France, une vraie pluralité d'opinion dans le débat public.

- **Sortir de l'Union européenne : c'est possible.**

Pour le Front National, l'intérêt déjà acquis de ce référendum sur le Brexit aura été de démontrer, par l'expérimentation dans un pays de taille comparable à la France, la possibilité de sortir de l'Union européenne.

Le processus politique mis en place par David Cameron en initiant ce référendum – et bien que son objectif soit à l'inverse du nôtre- est un copié-collé de la proposition de Marine Le Pen pour rendre à la France sa souveraineté :

1^{ère} étape : **annoncer un référendum sur l'appartenance du pays à l'Union européenne.**

2^{ème} étape : négocier avec Bruxelles un nouvel accord (pour la France il s'agirait de retrouver les 4 souverainetés essentielles : monétaire, budgétaire, territoriale, législative)

3^{ème} étape : appeler à voter la sortie de l'UE (en cas d'échec des négociations)

4^{ème} étape : **exécuter la décision du peuple en activant l'article 50 du Traité de Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui permet de sortir de l'Union européenne.**

Comme l'a dit Marine Le Pen, la France « aurait 1000 fois plus de raisons de sortir de l'Union européenne que la Grande-Bretagne ». En effet, à la différence des Britanniques, nous n'avons plus ni la maîtrise de notre monnaie nationale ni celle de nos frontières, du fait des règles de l'espace Schengen et du dogme de la libre-circulation.

Sortir de l'Union européenne est donc devenue aux yeux de l'opinion, en partie grâce au référendum britannique, une possibilité politique crédible, sérieuse, et seule à même de rendre à la France sa souveraineté.

- **Deux résultats possibles mais un seul perdant : l'Europe de Bruxelles**

Quel que soit le camp qui l'emportera dans la nuit de jeudi à vendredi, l'Europe de Bruxelles, incarnée par l'Union européenne actuelle, est d'ores et déjà la grande perdante de ce scrutin. La défiance des Britanniques pour une organisation qui les oppresse relativement moins que d'autres peuples (entendu encore une fois qu'ils ont toujours leur monnaie et leurs frontières) est révélatrice d'une rupture consommée entre l'Union européenne, soutenue par une élite coupée de tout, et les peuples.

Les déclarations fondamentalement totalitaires des dirigeants européens pour qui, tel Monsieur Juncker, « il n'est pas de choix démocratique possible contre les Traités » ; la rhétorique ressassée, fautive et dangereuse, sur le caractère prétendument « irréversible » de l'Union européenne ou de l'euro ; le mépris affiché des élites pro-européennes pour le suffrage universel, systématiquement piétiné, comme on l'a vu en France en 2008 ou en Grèce l'année dernière, lorsqu'il ne va pas dans le sens souhaité ; **tous ces discours et les politiques en échec qu'ils ont encadrés se heurtent désormais à la réalité du mécontentement populaire.**

Ce « ras-le-bol » des peuples pour une Union européenne qui s'immisce partout et s'occupe de tout est si puissant que même les tenants du maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne ont dû promettre à leurs électeurs que jamais il n'y aurait d'armée européenne, que la Turquie ne rentrerait pas dans l'UE et que le Royaume-Uni conserverait un statut spécial renforcé. **Dès lors, ceux qui prétendraient qu'une victoire du « In » marquerait une victoire de l'Union européenne ou un témoignage d'attachement du peuple britannique pour cette dernière, seraient une fois de plus dans le mensonge et le déni de réalité.**

On le voit, à travers tout le continent, les peuples aspirent à retrouver leur liberté. Un mouvement de fond est en train d'émerger. **La percée des partis politiques patriotes un peu partout en Europe, le présent référendum britannique ou la victoire dernièrement des eurosceptiques à Rome ou à Turin, sont autant de signes d'un véritable « printemps des peuples ».**

Ce réveil des peuples étant ce qu'il est, il serait fou –et pourtant ce sont bien là les intentions d'un certain nombre de dirigeants en France et en Europe- de précipiter l'Union européenne dans le grand saut fédéral, en restant sourd à la volonté populaire.

- **Vers l'Europe des Nations libres et souveraines :**

En réponse à cette Union européenne en échec multiple, qui expose la France à toutes les crises (migratoires comme économiques) et qui méprise profondément les peuples et leurs aspirations, **Le Front National prône l'émergence d'une Europe des Nations**, telle que pensée par le général de Gaulle.

Cette Europe, qui s'appuierait sur les seules réalités tangibles que sont les peuples et leurs Etats, serait débarrassée de toute structure fédérale, technocratique et coûteuse : plus de Commission européenne qui impose ses vues aux Etats, plus de Banque Centrale européenne et son chantage permanent, plus d'agences inefficaces telles que Frontex, qui ont fait du continent européen la passoire que nous connaissons.

Une telle Europe, au sein de laquelle les Etats auraient recouvré leur pleine souveraineté, mettrait en œuvre des projets de coopération, à la carte, sans contrainte, à l'image des grands programmes industriels ou scientifiques à succès que sont Airbus ou Ariane (deux programmes au reste largement d'initiation et d'inspiration françaises).

La France reprendrait ainsi conscience de sa place et de son rôle dans le monde, en renouant avec les bienfaits de la coopération internationale, au service de ses intérêts.

Auteur : Joffrey Bollée